



Après les attentats, non à la récupération de notre légitime indignation, non à l'Union sacrée !

Tract édité par le NPA de l'agglomération de Rouen

janvier 2015

Du 7 au 9 janvier 2015, trois individus se revendiquant d'Al-Qaïda au Yémen et de Daesh ont commis des crimes odieux. Ces attentats, qui ont coûté la vie à 17 personnes, visaient des journalistes pour ce qu'ils ont écrit et dessiné, et des anonymes parce qu'ils étaient juifs. Dimanche 11 janvier, des millions de personnes sont descendues dans les rues. La plupart étaient là pour manifester leur émotion face aux meurtres des journalistes de Charlie Hebdo et des clients juifs de la supérette Casher, contrairement aux dignitaires qui menaient la marche et qui en ont profité pour mener une énorme opération de récupération politicienne...

Car en effet, qui peut réellement croire que les 50 chefs d'Etat qui étaient présents sont des défenseurs des libertés ? Valls qui fait interdire des manifestations de solidarité avec Gaza ? Liberman et Netanyahu qui ont fait tuer plus de 2000 Palestiniens en juillet ? Orban, le premier ministre fasciste et antisémite de Hongrie ? Sans oublier les Merkel, Cameron et Renzi qui mettent au pas les salariés partout en Europe pour imposer leurs plans d'austérité. Bref, il y avait tous les dirigeants impérialistes : ceux dont les interventions militaires néo-coloniales en Afrique et au Moyen-Orient renforcent l'idée d'un « choc des civilisations » entre l'Occident « éclairé » et l'Orient « barbare ». Ce sont eux qui, en répandant la misère et la guerre, nourrissent des courants ultra-réactionnaires, comme Boko Haram qui se livre actuellement à des massacres ayant déjà fait des milliers de morts au Nigéria... dans l'indifférence générale.

On a donc assisté à une véritable entreprise de récupération politique de la part du gouvernement : l'union nationale... Une union pour réduire les libertés au nom de la « lutte contre le terrorisme » » (comme le Patriot Act américain

après le 11 septembre 2001), et semer la méfiance à l'égard des musulmans. Sous couvert d'une guerre contre « l'islam radical » on vise de fait tous les musulmans, mais aussi tous les arabes et les noirs vivant en France qu'ils soient français ou étrangers, musulmans ou pas, religieux ou pas. Car d'un côté, tous les politiciens se prétendent « contre l'amalgame » entre musulmans et terroristes, mais de l'autre, ils mettent la pression sur les musulmans pour se « désolidariser » des terroristes comme s'ils en étaient « naturellement » solidaires ! Il faut « montrer patte blanche », et attention à ceux qui « ne sont pas Charlie », comme ces élèves injustement sanctionnés. Les conséquences concrètes de ces événements, ce sont plus de cent actes islamophobes dont des attaques de mosquées à la grenade et à l'arme à feu et des agressions contre des femmes voilées.

Alors l'heure est à la résistance. Résister aux mauvais coups contre les travailleurs, comme la loi Macron que Valls s'apprête à faire passer tranquillement pour attaquer le Code du travail... Résister aussi aux petites musiques complotistes, qui désignent comme ennemis non pas les capitalistes ou les gouvernements, mais "les juifs qui contrôlent le monde". Ces raisonnements amènent droit dans les bras de racistes comme Soral, qui rêvent d'une France blanche et chrétienne et cautionnent l'assassinat de gens parce qu'ils sont juifs. Ou de Dieudonné qui, au nom du combat contre le sionisme de l'Etat israélien, légitime l'antisémitisme.

Résister enfin à la pression de l'union nationale, qui porte en elle la justification de nouvelles guerres au nom de « la lutte contre le terrorisme », la restriction des libertés publiques et la montée des idées et des politiques racistes et islamophobes, et fait le jeu d'une extrême droite se présentant comme "le meilleur rempart face à l'islamisme".

**Prenez contact avec le NPA de Rouen : correspondance@npa76.org
ou écrire à Npa 40 rue des Murs St Yon – 76100 Rouen – tel : 02 35 63 32 02**

Non à la révocation de Yann pour son engagement syndical !

Voilà des années que La Poste utilise la répression et les mesures disciplinaires contre les salariés qui cherchent à résister aux restructurations incessantes, aux suppressions de postes et à la dégradation des conditions de travail. Mais elle vient de franchir un nouveau cap en prononçant la révocation de Yann Le Merrer, responsable syndical de Sud Ptt 92 : même s'il y avait eu des licenciements de salariés contractuels et que des procédures de licenciement sont toujours en cours, il s'agit de la première révocation d'un fonctionnaire pour fait de grève depuis 1951 ! Car ce que La Poste reproche à Yann, ce sont ses interventions et prises de parole aux côtés de grévistes, dans différents bureaux, durant la longue grève dans les Hauts-de-Seine, l'an dernier.

Cette révocation ne doit pas passer. En parallèle des contestations en justice, c'est sur la mobilisation de tous qu'il faut compter. Un premier rassemblement a eu lieu mardi 20 janvier à Nanterre devant la direction départementale du 92.

Une pétition est aussi mise en ligne, à l'adresse : reintegrationyann.sudptt.org.



14 et 15 février : une réunion pour regrouper les équipes militantes combattives de La Poste.

A l'initiative des syndicats CGT Corse du Sud, SUD Paris 15, SUD 92, SUD 18, une réunion se tiendra le week-end des 14 et 15 janvier pour chercher à coordonner l'action des postiers au-delà des frontières de métiers, de départements et entre syndicats. Vu que le problème numéro un pour les luttes des postiers, c'est leur émiettement, cette initiative est la bienvenue !

Chapelle Darblay : interdire les licenciements

Depuis la mi novembre, les salariés de la papeterie sont mobilisés contre la suppression de 196 emplois, soit près de la moitié du site, suite à la décision d'arrêt de la machine 3 par le groupe UPMKymmene. Manifestations, portes ouvertes, actions spectaculaires ... les initiatives se sont multipliées.

Mais à ce jour rien ne bouge du côté de la direction du groupe. Les Pap Chap donnent rendez-vous le 30 janvier, jour du comité central d'entreprise, pour une montée à Paris et le 17 février pour un rassemblement de défense de l'emploi à Rouen. Ils sont déterminés mais ils ont besoin d'une mobilisation de toute la région pour imposer l'interdiction des licenciements à la Chapelle comme ailleurs.

Débat organisé par le NPA de l'agglomération de Rouen :



Après les attentats, le gouvernement tente de récupérer notre légitime indignation.

NON à l'union nationale derrière ceux qui exploitent et font la guerre !

Reprenons l'offensive !

Contre les lois sécuritaires, l'antisémitisme et l'islamophobie,

Contre la loi Macron qui casse le code du travail !

Venez débattre au local du NPA :
le **mercredi 4 février à partir de 20h**
Au 40 rue des Murs St Yon à Rouen.